

# l'insurgé

7 septembre 2014

*« La jeunesse est la flamme  
de la révolution »*

Karl Liebkecht

Site : <http://www.insurge.fr>

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

## **Contre le chantage à la dissolution : NI gouvernement Valls 2 ni retour d'une majorité parlementaire UMP-Front National ! Pour une autre alternative imposée par la mobilisation !**

---

### **2012-2014 : Hollande poursuit la politique de Sarkozy**

Au printemps 2012, c'est pour en finir avec Sarkozy, sa politique et sa majorité parlementaire UMP, que la majorité des électeurs, l'écrasante majorité des salariés, ont voté Hollande puis porté à l'Assemblée une majorité absolue de députés du Parti socialiste, ainsi qu'une poignée de députés de Front de Gauche. Ils n'ont pas voté pour le programme du PS et de Hollande : ils ont voté pour que cesse la politique de Sarkozy.

S'appuyant sur cette majorité du PS, avec l'appui des députés d'Europe écologie-Les Verts, Hollande a installé un gouvernement qui a tourné le dos aux aspirations des salariés. Il a maintenu les lois réactionnaires antérieures, les a approfondies : la « réforme » des retraites et celle du code du travail, en 2013, ont poursuivi les contre-réformes antérieures ; la loi Fioraso à l'Université a préservé la loi Sarkozy-Pécresse ; la loi Peillon dans l'enseignement (votée avec l'appui du PCF) a accentué la dislocation de l'école publique, etc. Et le chômage a poursuivi son ascension.

Par le vote et surtout par l'abstention, les salariés ont donc lourdement condamné cette politique lors des élections municipales du printemps 2014, puis lors des européennes avec 56% d'abstention.

### **Un gouvernement aux abois**

Au lendemain des élections municipales, Hollande a donc changé de gouvernement en imposant comme premier ministre Valls, chef de file du courant le plus réactionnaire du PS. Or, Valls avait été écrasé lors des primaires de 2011 au sein du PS. Si Hollande a fait appel à lui, c'est parce qu'il représente l'aile liquidatrice du PS et qu'il défend – avec arrogance – les intérêts du patronat.

Prudemment, EE-les Verts choisirent de ne pas participer à ce gouvernement, lequel donna aussitôt de nouvelles satisfactions à la bourgeoisie.

Très vite, Valls s'est trouvé en difficulté. En juillet, les dirigeants des organisations syndicales (Solidaires, puis FO et CGT, et FSU) furent amenés à boycotter la conférence sociale prévue pour préparer de nouvelles attaques contre les salariés. Certes, cela n'efface pas les deux années d'intense dialogue social qui ont permis à Hollande de faire passer sans entrave majeure sa politique. Et cela ne met pas fin à tout le dialogue social. Mais si les dirigeants syndicaux ont dû prendre cette décision, c'est parce que les salariés rejettent de plus en plus la politique du gouvernement.

Et un nombre croissant d'élus du PS font aussi connaître leur opposition à cette politique.

## **Crise gouvernementale**

La stagnation de l'économie perdurant, le patronat exige durant l'été qu'Hollande accélère les réformes. Le 20 août, Hollande annonce donc qu'il « *veut accélérer les réformes* ». Mais l'hostilité des salariés se réfracte dans le PS. Au gouvernement, Montebourg reprend à son compte, le 22 août, les propositions d'une partie des économistes bourgeois, qui demandent de combiner les mesures d'austérité avec un peu de relance. Trois jours après les déclarations de Montebourg, le gouvernement « démissionne » et Valls est chargé de former un second gouvernement.

Si Montebourg est débarqué, ce n'est pas tant pour le contenu de ses propositions que pour adresser un ultimatum à l'ensemble du PS et de ses élus : ils doivent se soumettre. Hamon et Filippetti sont donc également dégagés. Cela est conforme à la constitution antidémocratique de la V<sup>o</sup> République : le Parlement est à la botte du Président, et il sera dissout s'il entend résister.

### **Le gouvernement Hollande-Valls 2- Macron n'a aucune légitimité**

La coloration encore plus réactionnaire de ce gouvernement Valls 2 est exprimée par l'arrivée de Macron comme ministre de l'économie : ancien de chez Rothschild, cet individu souhaitait, il y a peu, que soit augmenté le temps de travail et généralisé le travail du dimanche.

Et, dès le 27 août, Valls se fait ovationner par les patrons, leur promettant une nouvelle salve de cadeaux, quitte à recourir pour cela à des ordonnances pour tordre le bras au Parlement.

Mais ce gouvernement n'a aucune légitimité. Il se dresse ouvertement contre ce qu'ont voulu les salariés aux élections de 2012. Et sa politique accentue les résistances au sein du PS... Certains élus rappellent désormais que la majorité parlementaire n'a pas été élue pour mener cette politique.

Face à cette résistance, la menace ultime de Hollande est de dissoudre l'Assemblée Nationale. Cela signifierait l'arrivée immédiate d'une large majorité UMP et Front national à l'Assemblée.

### **Briser l'arme bonapartiste de la dissolution**

Il ne s'agit certes pas de s'illusionner sur les « résistances » au sein du PS, résistances au demeurant fort éclectiques. Mais qui peut accepter ce chantage que permet la V<sup>o</sup> République : laisser en place le gouvernement Valls 2 et sa politique ou bien choisir le retour de l'UMP avec un FN renforcé ?

L'exigence élémentaire qui doit être imposée à la majorité du Parlement, c'est de refuser le vote prévu le 16 septembre (avant même celui annoncé sur le budget).

Mais une autre exigence doit être simultanément formulée : refuser concrètement le chantage à la dissolution en exigeant de cette majorité parlementaire qu'elle désigne son propre gouvernement, un gouvernement qui satisfasse les revendications des salariés, des chômeurs et des retraités, et de la jeunesse touchée en particulier par la précarité. Les députés ne le feront pas d'eux-mêmes, mais il est possible de le leur imposer.

Certains parlent de VI<sup>o</sup> République... mais ne disent mot de cette exigence qui permettrait de sortir du piège : accepter Valls 2 ou bien accepter la dissolution. Ce serait pourtant le premier acte concret par lequel la V<sup>o</sup> République pourrait être mise à bas.

### **Pour le boycott du dialogue social**

**De même, si l'on appelle à rejeter l'investiture de ce gouvernement, comment accepter que les dirigeants syndicaux poursuivent un seul instant leur dialogue social avec ce gouvernement ?**

Le boycott du dialogue social est une exigence immédiate si l'on prétend refuser ce gouvernement.

### **Seule la mobilisation des masses le permet**

Bien évidemment, seule la mobilisation de l'ensemble des salariés et de la jeunesse, avec leurs organisations, peut permettre, par la grève et la manifestation, de s'engager sur cette voie. Mais les organisations (syndicales et politiques) qui critiquent, à juste titre, la politique de Valls et de Hollande, peuvent organiser une telle mobilisation, en convoquant sans attendre des assemblées générales pour organiser la mobilisation sur cette perspective et pour leurs revendications.